

Chronologie 1998 *

Environnement extérieur de la France

Evénements internationaux

- I.9 — Conséquence de la crise financière asiatique : recul sur tous les marchés boursiers mondiaux.
- II. 21 — Sommet du G 7 à Londres : nécessité d'une surveillance du système financier et d'une relance de la croissance au Japon.
- V.16-17 — Sommet du G 8 à Birmingham où il est envisagé de supprimer les mécanismes de l'aide spéciale accordée aux pays les plus pauvres.
- 21 — En Indonésie, démission du président Suharto. Bacharuddin Jusuf Habibie lui succède à la tête de l'Etat.
- VIII. 26 — Chute des Bourses mondiales.
- IX. 21 — Nouvelle chute des Bourses mondiales : aggravation de la crise en Asie, situation de quasi-faillite en Russie, contagion de la crise au Brésil et en Amérique latine, risque de ralentissement de l'activité aux Etats-Unis et en Europe.
- X.1-8 — Forte baisse du dollar, nouvelle chute des Bourses.
- 3-4 — Sommet du G 7 à Washington pour tenter de résoudre la crise financière.
- 15 — Sommet israélo-palestinien à Wye Plantation (Etats-Unis) pour tenter de relancer le processus de paix au Proche-Orient.
— Le prix Nobel d'Economie est attribué à Amartya Sen (Inde) pour ses travaux sur les exclus et la pauvreté.
- 30 — Sommet du G 7 à Londres sur les mesures à prendre pour stabiliser les marchés financiers.

* Une chronologie pour les années 1972 à 1981 se trouve dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18, 22, 26, 30, 35, 39, 43, 48, 52, 56, 60 et 64. Jusqu'au numéro 26 les événements y sont répartis en deux catégories, politiques et économiques; ensuite ils sont réunis, mais avec, comme antérieurement, une première partie consacrée à l'environnement extérieur de la France et une seconde à la France.

- XI.13 — Le FMI accorde un prêt de 41,5 milliards de dollars au Brésil.
- XII.7 — Chute du prix du baril de pétrole à 9,92 dollars.
- 16 — Les Etats-Unis lancent « Desert Fox », offensive militaire contre l'Irak, suite à la non-coopération de Saddam Hussein avec les experts de l'UNSCOM concernant le désarmement de son pays.

Europe

- I.1 — Présidence européenne : le Royaume-Uni succède au Portugal pour six mois.
- V. 2-3 — A Bruxelles sur proposition de la Commission le Conseil européen arrête la liste des Etats membres qui participeront à l'Union monétaire le 1^{er} janvier 1999 : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Italie, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, tandis que la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark choisissent d'attendre et que la Grèce ne remplit pas les critères de Maastricht. Annonce des parités bilatérales fixées entre les monnaies des pays participant à l'Union monétaire. Il décide la création de la Banque Centrale européenne (BCE) dont le président est le néerlandais Wim Duisenberg pour un mandat de huit ans. Il est plus ou moins convenu qu'il cédera sa place avant le terme de son mandat « en raison de son âge » à un candidat français. Constitution du Conseil de l'euro par les gouvernements des pays participants.
- 18 — Réunion à Londres entre les dirigeants de l'Union européenne et le président des Etats-Unis : accord sur la levée de certaines barrières commerciales.
- V. 29 — Les Danois approuvent par référendum le traité d'Amsterdam sur l'Union européenne : 55,1 % de oui contre 44,9 % de non.
- VI.3 — La Banque centrale européenne est officiellement créée. L'IME est dissous.
- 4 — Première réunion d un Conseil de l'euro en Autriche.
- 9 — Première réunion à Francfort du directoire de la BCE et des gouverneurs des onze banques centrales des pays de la zone euro.

- 10 — La Commission européenne propose la levée quasi totale de l’embargo sur le bœuf britannique qu’elle avait décrété pour cause de « vache folle » le 27 mars 1996.
- 30 — Inauguration à Francfort du Système européen de banques centrales (SEBC).
- VII.1 — Présidence européenne : l’Autriche succède au Royaume-Uni pour six mois.
- 7 — Alliance entre les places boursières de Londres et de Francfort en vue de créer un marché boursier paneuropéen.
- X. 24-25 — Sommet européen à Pörschach (Autriche), où une baisse des taux d’intérêt européens est prônée. La croissance et l’emploi sont affichés comme prioritaires.
- XI.10 — Ouverture à Bruxelles de la « phase pratique » des négociations sur l’élargissement de l’Union européenne.
- XII. 1 — Accord des ministres de l’euro-11 sur la représentation externe de la zone euro.
- 3 — Les banques centrales des onze pays de la zone euro décident une baisse immédiate et concertée de leur taux d’intérêt dont le taux de référence se situe à 3 %, à l’exception de l’Italie où il est de 3,5 %.
- 11-12 — Sommet européen à Vienne : affirmation de faire de l’emploi « la première priorité de l’UE » ; divergences sur l’élaboration d’un cadre budgétaire pour la période 2000-2006.
- 31 — Le Conseil ECOFIN fixe les parités irrévocables de l’euro avec les onze monnaies de la zone : 1 euro équivaut à 6,55 957 F français ; 1,95 583 DM ; 40,3 399 F belges ; 40,3 399 F luxembourgeois ; 0, 787 564 livre irlandaise ; 1936,27 liras italiennes ; 166, 386 pesetas espagnoles ; 2,20 florins néerlandais ; 13,7 603 schilings autrichiens ; 200,482 escudos portugais ; 5,94 573 marks finlandais.

Allemagne

- Pendant l’année 1997 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,8 % et en moyenne de 1,8 % par rapport à 1996 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 4,9 %, et en moyenne de 3,6 % par rapport à 1996 ;
 - l’excédent commercial a été de 116,5 Mds de deutschmarks et le déficit de la balance des paiements courants de 6,9 Mds de deutschmarks.

- A la fin de l'année 1997 le nombre des demandeurs d'emploi était de 4,5 millions, soit 11,5 % de la population active.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,2 %.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- IX. 27 — Les sociaux-démocrates remportent les élections législatives allemandes ; Gerhard Schröder, succède à Helmut Kohl.
- X. 11 — Accord entre les Parti social-démocrate (SPD) et les Verts pour alléger de 10 milliards de DM la fiscalité en échange de la suppression de soixante-dix types de dégrèvements.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- XII. 3 — La Bundesbank baisse son taux des prises en pension de 3,3 à 3 %.

Chine

- III.17 — L'Assemblée nationale populaire (ANP) nomme Zhu Rongji Premier ministre.

Espagne

- II.13 — La Banque centrale baisse son taux directeur de 4,75 à 4,5 %.
- V.5 — La Banque centrale baisse son taux directeur de 4,5 à 4,25 %.
- X.6 — La Banque centrale baisse son taux directeur de 4,25 à 3,75 %.
- XI.3 — La Banque centrale baisse son taux directeur de 3,75 à 3,50 %.
- XII. 3 — La Banque centrale baisse son taux directeur de 3,50 à 3 %.

Etats-Unis

- Pendant l'année 1997 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,4 % et en moyenne de 2,4 % par rapport à 1996 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,4 % et en moyenne de 5 % par rapport à 1996 ;

- le déficit commercial a été de 198 Mds de dollars et celui de la balance des paiements courants de 155,2 Mds de dollars.
- A la fin de 1997 le nombre des demandeurs d'emploi était de 6,3 millions, soit 4,9 % de la population active.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- IX. 28 — La Réserve Fédérale réduit d'un quart de point, à 5,25 % ses taux à court terme, première détente monétaire depuis janvier 1996.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- 3 — Victoire relative des démocrates aux élections du Congrès, mais il n'y ont pas la majorité.
- 17 — La Réserve Fédérale baisse son taux d'intérêt à 4,75 % et son taux d'escompte à 4,50 %.

Irlande

- V.22 — Les électeurs approuvent par 94,5 % des voix au Sud et 71,1 % au Nord l'accord de paix conclu le 10 avril à Belfast. Le plan de paix prévoit d'instaurer une assemblée autonome, où protestants unionistes et catholiques nationalistes se partageront le pouvoir, ainsi qu'un organe exécutif associant le gouvernement de Dublin aux affaires de l'Irlande du Nord.
- XI. 7 — La Banque d'Irlande baisse son taux directeur de 4,97 à 3,69 %.
- XII. 3 — La Banque d'Irlande baisse son taux directeur de 3,69 à 3 %.

Italie

- III. 24 — Le gouvernement de Romano Prodi adopte le projet de loi qui vise à ramener le temps de travail hebdomadaire à 35 heures en 2001.
- X. 9 — A la Chambre des députés, chute du gouvernement de Romano Prodi, battu par 313 voix contre 312.

- 16 — Le président de la République Oscar Luigi Scalfaro charge le secrétaire général du PDS, Massimo d'Alema, de former le gouvernement.
- 19 — Nomination de Massimo D'Alema au poste de président du Conseil.
- 26 — La Banque d'Italie baisse son taux d'escompte de 5 à 4 %.
- XII. 3 — La Banque d'Italie baisse son taux d'escompte de 4 à 3,5 %.

Japon

- Pendant l'année 1997 :
- les prix de détail ont, en glissement baissé de 0,2 % et en moyenne augmenté de 1,6 % par rapport à 1996 ;
 - la production industrielle a, en glissement baissé de 7,7 % et en moyenne augmenté de 3,6 % par rapport à 1996 ;
 - l'excédent commercial a été de 12,2 Mds de yens et celui de la balance des paiements courants de 11,4 Mds de yens.
- A la fin de 1997 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,3 millions, soit 3,4 % de la population active.
- III.1 — Au cours du premier trimestre la baisse des prix de détail a été de 0,4 %.
- IV.24 — Le gouvernement annonce un plan de relance de l'économie. L'Etat, les collectivités locales et les réseaux publics de collecte de l'épargne vont mobiliser 16 650 Mds de yens pour stimuler la croissance par de grands travaux publics, des réductions d'impôt, des mesures pour faciliter le redressement du marché immobilier.
- V.18 — Chute du yen à 136,45 pour 1 dollar et 76,30 yens pour 1 DM.
- VI. 8-9 — Baisse du yen à 140 yens pour 1 dollar.
- VII. 13 — Démission du premier ministre Ryutaro Hashimoto, après la défaite de son parti (Parti Libéral Démocrate) aux élections sénatoriales.
- 24 — Le Parti libéral démocrate (LPD) élit Keizo Obuchi Premier ministre.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,7 %.
- IX.10 — La Banque du Japon baisse son taux d'intérêt de 0,5 à 0,25 %.

- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,3 %.
- 16 — Nouveau plan de relance de 24 000 milliards de yens.
- XII. 13 — Le gouvernement décide de nationaliser la Nippon Credit Bank (NCB), troisième établissement de crédit à long terme.

Portugal

- XI.3 — La Banque du Portugal baisse son taux directeur à 3,75 %.
- XII. 3 — La Banque du Portugal baisse son taux directeur de 3,75 à 3 %.

Royaume-Uni

- Pendant l'année 1997 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,2 % et en moyenne de 3,1 % par rapport à 1996 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 0,7 % et en moyenne de 0,8 % par rapport à 1996 ;
 - le déficit commercial a été de 11,7 Mds de livres et l'excédent de la balance des paiements de 8,1 Mds de livres.
- A la fin de 1997 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,4 million, soit 5,5 % de la population active.
- III. 17 — Le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown présente son projet de réforme du système fiscal britannique. Création d'un crédit d'impôt familial et allégement des cotisations sociales sur les bas salaires. Le budget 1998-1999 comporte une enveloppe supplémentaire de 1,25 milliard de livres; les trois secteurs prioritaires sont : éducation, transports, santé. Quatre objectifs sont fixés : assurer la stabilité de l'économie, encourager et récompenser l'entreprise, réformer le système coûteux de l'Etat providence et renforcer les services publics.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- VI. 4 — La Banque d'Angleterre relève son taux d'escompte de 7,25 à 7,5 %.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 1,9 %.
- X.8 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'escompte de 7,5 à 7,25 %.

- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- 5 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'escompte de 7,25 à 6,75 %.
- XII.10 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'escompte de 6,75 à 6,25 %.

Russie

- III.23 — Boris Elstine limoge le gouvernement Tchernomyrdine et confie à Sergueï Kirienko le poste de Premier ministre par intérim. Ce dernier ne sera investi par la Douma que le 24 avril.
- V.27 — La Banque centrale triple ses taux d'intérêts, les portant à 150 %.
- VII. 13 — La Russie obtient, en principe une aide internationale de 22,6 Mds de dollars.
- VIII.14 — Boris Elstine exclut toute dévaluation.
- 17 — Le gouvernement dévalue le rouble, entraînant une crise financière.
- 24 — Boris Elstine limoge Sergueï Kirienko et rappelle Viktor Tchernomyrdine.
- 26-27 — Effondrement du rouble, sa convertibilité est suspendue. Baisse sur toutes les places boursières mondiales.
- 30 — Un accord politique réduit les pouvoirs présidentiels au profit de ceux de la Douma.
- 31 — La Douma rejette l'investiture de Viktor Tchernomyrdine.
- IX.11 — La Douma investit Evgueni Primakov au poste de Premier ministre.
- XI. 25 — Accord entre la Russie et ses banques créancières regroupées au sein du Club de Londres sur le réaménagement d'une partie de sa dette.
- XII. 28 — Chute du rouble.

France

- Pendant l'année 1997 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,1 % et en moyenne de 1,2 % par rapport à 1996;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,7 %, et en moyenne de 3,9 % par rapport à 1996;
 - l'excédent commercial a été de 166,2 Mds de francs et celui de la balance des paiements courants de 230,1 Mds de francs.
- A la fin de 1997 le nombre des demandeurs d'emploi était de 3,5 millions, soit 12,5 % de la population active.
- I.1 — Relèvement de 1,1 % du RMI, du minimum vieillesse, des pensions d'invalidité, des rentes d'accident du travail, des allocations aux adultes handicapés, des indemnités journalières de maladie et accidents du travail; relèvement de 2 % de l'Allocation spécifique de solidarité (ASS), de 1,1 % des prestations familiales et du plafond de la Sécurité sociale. Augmentation de la redevance TV, timbres fiscaux, tabacs. Relèvement de la taxe intérieure des produits pétroliers (TIPP). Transfert de la cotisation maladie des salariés vers la CSG. Versement des allocations familiales sous conditions de ressources. Diminution de moitié de l'Allocation de garde d'enfant à domicile.
- Fin du monopole public de France Telecom sur le téléphone.
- 3 — Déblocage par l'Etat de 500 millions au profit de l'Unedic pour venir en aide aux chômeurs de longue durée, *via* le financement de l'allocation de formation-reclassement. Baisse du prix des transports pour les chômeurs en région parisienne.
- 7 — L'UNEDIC débloque 12 millions de francs, correspondant à des fonds non dépensés en 1997, pour des aides d'urgence aux chômeurs.
- 9 — Lionel Jospin annonce la création d'un fonds d'urgence sociale doté de 1 Md et charge Marie-Thérèse Join-Lambert de procéder à un réexamen général du système d'indemnisation du chômage et des minima sociaux. Rapport remis à Lionel Jospin le 26 février.
- 13 — Les missions d'urgence, installées dans les préfectures, distribuent les sommes débloquées par l'Etat.
- 16 — Baisse à 7 % du taux d'intérêt des prêts pour l'accession à la propriété (PAP).

- 29 — Accord salarial entre le gouvernement et les syndicats : revalorisation des rémunérations des fonctionnaires de 2,6 % sur 1998 et 1999.
- II.1 — En janvier :
- hausse de 0,5 % des prix de détail;
 - excédent de la balance commerciale de 14,6 Mds de francs (cvs);
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,502 millions en fin de mois (cvs).
- 15 — Le gouvernement décide de ramener la part de l'Etat dans le capital d'Air France autour de 60 % contre 87 %.
- 26 — Après avoir annoncé le 21 janvier que les minima sociaux seront indexés sur les prix, Lionel Jospin annonce plusieurs mesures de solidarité : nouvelle revalorisation de 6 % de l'Allocation de solidarité spécifique, possibilité de cumuler RMI et salaire pendant un an dans certaines limites, constitution d'un fonds favorisant les parcours personnalisés d'insertion pour les jeunes, octroi aux chômeurs en fin de droits et âgés d'un complément leur garantissant un revenu mensuel de 5 000 F.
- III.1 — En février :
- hausse de 0,7 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 12,5 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,500 millions en fin de mois (cvs).
- 4 — « Plan de lutte contre l'exclusion » en Conseil des ministres : l'Etat consacrera, en trois ans, 38 Mds et 22 de crédits supplémentaires à l'insertion par l'emploi, la couverture maladie universelle, le droit au logement.
- 15 — Elections régionales et cantonales. Forte abstention. De nombreux départements et quelques régions basculent à gauche. Une partie de la droite passe des accords avec le FN.
- 25 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales (SEBC). Les Assemblées l'adopteront fin avril.
- IV.1 — En mars :
- hausse de 0,8 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur à 11,7 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,498 millions en fin de mois (cvs).

-
- Au cours du premier trimestre, stabilité des prix de détail.
 - 21 — Signature à Nouméa d'un accord sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie entre le FLNKS, le RPCR et des représentants du gouvernement français. L'indépendance sera proposée aux Calédoniens dans quinze à vingt ans. la Nouvelle-Calédonie deviendra progressivement un Etat associé à la France.
 - 22 — L'Assemblée nationale approuve le passage à la monnaie unique par 334 voix contre 49. Le Sénat le fait le 23 par 291 voix contre 31.
 - V.1 — En avril :
 - hausse de 1 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 14, 1 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,495 millions en fin de mois (cvs).
 - 6-7 — A Avignon, 71^e sommet franco-allemand.
 - 19 — Après quatre mois d'examen, l'Assemblée nationale adopte définitivement le projet de loi sur les 35 H.
 - 27 — Air France annonce un résultat de 1,87 Md de bénéfice, après sept ans de pertes.
 - VI.1 — En mai :
 - hausse de 1 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 12,1 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,482 millions en fin de mois (cvs).
 - 10 — Après 10 jours de grève, accord entre le syndicat de pilotes de ligne et la direction d'Air France.
 - 12 — Réunion entre le gouvernement, les syndicats et les associations familiales pour une « Conférence de la famille » : retour à l'universalité des allocations familiales; amélioration de certaines prestations; réforme du quotient familial. Création d'une délégation interministérielle à la famille.
 - 23 — Publication au Journal officiel de cinq décrets d'application de la loi sur les 35 H.
 - VII.1 — En juin :
 - hausse de 1 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 13,6 Mds de francs (cvs);

- baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,468 millions (cvs).
- Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- 1 — Le taux horaire brut du SMIC passe à 40,22 F, soit une hausse de 2 %. Relèvement des allocations chômage de 1,9 %.
- 9 — L'Assemblée nationale adopte définitivement le projet de loi contre l'exclusion.
- 12 — La France remporte à Paris la coupe du monde de football.
- 22 — Annonce de la fusion entre Aérospatiale et Matra Hautes technologies (groupe Lagardère).
- 28 — Le gouvernement reconduit l'allocation de rentrée scolaire à 1600 F par enfant, sous conditions de ressources.
- Accord sur les 35 H entre l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et trois syndicats, FO, la CFE-CGC et la CFTC.
- VIII.1 — En juillet :
 - hausse de 0,8 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 12,5 Mds de francs (cvs);
 - stabilité du nombre de demandeurs d'emploi à 3,468 millions en fin de mois (cvs).
- IX.1 — En août :
 - hausse de 0,7 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 13 Mds de francs (cvs);
 - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,460 millions en fin de mois (cvs).
- 9 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances pour 1999. Réduction du déficit public à 2,3 % du PIB après 2,9 en 1998; priorité aux crédits pour l'emploi, la ville, l'environnement, l'éducation et la justice; baisse de la taxe professionnelle.
- 22 — Plan de redressement de la Sécurité sociale : l'équilibre est prévu en 1999 (après un déficit estimé à 13 Mds en 1998). Maîtrise des dépenses avec sanctions financières pour les médecins et l'industrie pharmaceutique. Un fonds de réserve pour garantir l'avenir des retraites est créé.
- X.1 — En septembre :
 - hausse de 0,5 % des prix de détail;

- excédent du commerce extérieur de 21 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,445 millions en fin de mois (cvs).
- 3 — Christian Poncelet est élu président du Sénat.
- 16 — Accord sur les 35 H entre l'Union des industries textiles (UIT) et les syndicats.
- 27 — Le CNPF devient le MEDEF (Mouvement des Entrepreneurs de France).
- XI.1 — En octobre :
- hausse de 0,4 % des prix de détail;
 - baisse de l'excédent du commerce extérieur à 9,8 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,433 millions en fin de mois (cvs).
- Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- 2 — Adoption à l'Assemblée nationale du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.
- 3 — Accord sur les 35 H entre les fédérations du textile et les syndicats.
- 7 — Accord sur les 35 H entre les fédérations du BTP et les syndicats.
- Mise en Bourse d'une nouvelle tranche du capital de France Telecom portant sur 50 Mds de F. L'action est fixée à 390 F, le 28 novembre.
- 10 — Accord sur les 35 H entre la fédération des entreprises de propreté et les syndicats.
- 18 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances rectificative pour 1998 qui prévoit de réduire le déficit budgétaire de 3,3 Mds, qui s'élèverait à 254 Mds contre 257 prévus dans la loi initiale.
- 30 — 72^e sommet franco-allemand à Potsdam.
- XII.1 — En novembre :
- baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3, 423 millions en fin de mois (cvs).
- 1 — L'Assemblée nationale adopte par 469 voix contre 66 le projet de révision constitutionnelle, première étape avant la ratification du traité d'Amsterdam (début des débats : 24 XI).

- 3 — La Banque de France baisse son taux directeur de 3,3 à 3 %.
- 9 — Après deux mois de débats, adoption à l'Assemblée nationale du PACS (Pacte civil de solidarité).
- 18 — Le Conseil constitutionnel censure deux articles de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999, qui obligeaient l'ensemble des praticiens à reverser une partie des honoraires et des prescriptions perçues, dans la mesure du dépassement des objectifs de dépenses.
 - Le Parlement adopte le projet de loi de finances pour 1999 qui fait apparaître un déficit budgétaire de 236,556 Mds de F, soit 2,68 % du PIB.
- 31 — La parité irrévocable de l'euro est fixée : 1 euro équivaut à 6,55 957 F.